

La planète brûle... et la société aussi ! Signez l'appel pour un réseau éco-syndicaliste

Chaque jour les effets du « dérèglement climatique » sont de plus en plus visibles notamment avec la multiplication des catastrophes environnementales. Ils s'ajoutent à l'épuisement progressif des ressources naturelles, aux pollutions de toutes natures, à l'affaiblissement de la biodiversité et à la dénaturation des équilibres au sein des écosystèmes. L'Humanité qui a longtemps pensé pouvoir régenter ces équilibres soumet les conditions de la vie sur la planète à des dégradations irréversibles, aux effets désastreux, y compris favoriser l'épidémie de Covid et ses conséquences sanitaires, sociales et économiques.

Une telle situation n'a rien d'une fatalité liée à une nature humaine intrinsèquement destructrice. Elle résulte en grande partie du modèle de production « industrialisation-financiarisation-mondialisation » capitaliste. Une poignée de possédant.es ou de trusts s'approprient de plus en plus de moyens de production et d'échange, les délocalisent, s'accaparent sans limites, ni contrôle les énergies fossiles et nucléaire, pillent et gâchent les ressources naturelles.

Iels continuent d'opposer à la dénonciation des crises structurelles du capitalisme, le mythe du progrès, comme croissance « infinie » des productions et des technosciences, en fonction du profit maximal attendu au lieu de leur utilité sociale et écologique. Cette course aux profits passe par l'oppression des peuples autochtones et de leur mode de vie, par la régression sociale, par l'exploitation de plus en plus violente des travailleurs -ses condamné.es à perdre leur vie à mal la gagner et réduit.es à une consommation « de masse » dictée par les médias et les pouvoirs au service des multinationales.

Des résistances à ce système productiviste et extractiviste se développent : luttes populaires pour la préservation des terres et des forêts, mouvements pour la « justice environnementale », ZAD et JAD (Jardins à défendre), lutte éco-féministes, gilets jaunes...

Ces mobilisations impliquent souvent les plus exploité.es et dominé.es, qui subissent le plus la dégradation environnementale : peuples des pays pauvres, jeunes, précaires, femmes, populations racisées subissant les séquelles du colonialisme et du racisme. Elles se fondent aussi sur l'auto-organisation des opprimé.es, montrant leur potentiel émancipateur et défiant des pouvoirs en place de plus en plus autoritaire (comme la 5^e République en France). Car aujourd'hui la politique de plus en plus brutale et cynique des gouvernements capitalistes ne peut s'imposer que par le recours à des méthodes de plus en plus répressives. Mais si ces mobilisations permettent localement de préserver et se réapproprier le cadre de vie, et si elles commencent à se coordonner, elles ne permettent pas, à elles seules de s'attaquer au cœur économique du système et font encore trop souvent abstraction des problématiques sociales.

Le syndicalisme est plus ancré sur les lieux de travail. Depuis ses origines il pose la question de l'expropriation des grands groupes capitalistes et de la gestion démocratique de la production par la population, par les assemblées de travailleur.es, pour produire de façon organisée, rationnelle et planifiée en fonction des seuls besoins populaires et de l'économie de la ressource. Les grandes luttes syndicales et les épisodes révolutionnaires, comme la Commune de Paris, ont permis d'indéniables avancées. Mais le syndicalisme aussi connaît des difficultés : il s'est en partie intégré à l'ordre social, il s'est bureaucratisé et beaucoup de ses responsables ont renoncé à transformer en profondeur la société.

C'est dans les entreprises que nous devons affronter les conséquences du productivisme : amiante, pollution chimique, air pollué, ondes électromagnétiques, énergie nucléaire... Ce sont d'abord les ouvrier.es qui meurent des cancers professionnels liés aux produits chimiques... Pourtant même quand il n'évite pas délibérément les évolutions rendues indispensables par les urgences écologiques (nucléaire, chimie, transport...), le syndicalisme a du mal à intégrer les réponses environnementales dans ses revendications. Il a aussi largement perdu le contact avec les travailleur.es les plus pauvres et les plus précaires. Pour autant, lui aussi est traversé par des évolutions encourageantes : l'apparition régulière de structures d'auto-organisation des luttes, d'AG de base souveraines qui se coordonnent, qui organisent la solidarité collective. Les exemples abondent dans les mobilisations de ces dernières années, jusqu'à l'apparition de grèves dans des entreprises employant massivement des jeunes, des précaires et des femmes (luttes d'Ibis Batignolles, de Chronodrive, du nettoyage à Jussieu, des travailleurs -ses saisonnier.es...).

Ces mouvements sur la fin du monde et la fin du mois seront de plus en plus appelés à converger dans une même lutte anticapitaliste. Ils sont porteurs d'une même remise en cause de la société, d'une même exigence de réponses à la crise écologique et ils concernent en premier lieu les mêmes secteurs de la population : le monde du travail, et en particulier ses parties les plus fragilisées dans le système actuel (chômeur.es, précaires, intérimaires, travailleur.es exilé.es...), les jeunes, les femmes... Iels ont le même refus du repli

sur les comportements individuels, des manœuvres de récupération de prétendant.es au pouvoir ou de toute réponse technocratique et institutionnelle... qui se situerait dans le cadre du système (capitalisme vert, green washing, « Green deal », croissance verte...).

Pour favoriser ces convergences, nous appelons à constituer un réseau « éco-syndicaliste ».

Pas pour fonder une nouvelle structure, mais au contraire pour irriguer de nos réflexions et expériences les organisations existantes. Nous souhaitons, par delà nos différences et divergences, dans le respect de notre diversité et sans hégémonisme, pouvoir confronter nos expériences et pratiques militantes, élaborer des réponses, selon les axes ci dessous, qui peuvent être précisés ou complétés :

-En commençant par soutenir et faire connaître les expériences de convergences existantes, fondées sur l'auto-organisation, comme récemment, à la raffinerie de Grandpuits, la lutte syndicale pour l'emploi dirigée par une AG de travailleur.es en grève reconductible, rejointe par des associations écologistes, pour porter un projet écologique et social opposé à celui de Total.

-En ayant l'objectif de faire converger le plus possible les mobilisations éco-syndicalistes, mais aussi les luttes éco-féministes, des jeunes et associations pour le climat, des travailleurs qui reprennent en autogestion leur outil de travail, du mouvement coopératif....

-En explorant avec les travailleurs -ses et les syndicats concernés et avec les associations de défense de l'environnement et les usagers, les débouchés éco-syndicalistes des luttes des secteurs directement impactés par les questions écologiques. Il en est ainsi des centaines de milliers de travailleurs -ses des déchets, du nettoyage, du BTP, des usines Seveso, de l'énergie, de l'agro alimentaire, des transports...

-Et faisant soutenir et étendre ces mobilisations par les syndicats et associations qui n'en sont pas encore partie prenante, en veillant à ce que les déclarations d'intention comme « plus jamais ça », impliquent un travail de convergence dès le niveau local, avec les habitant.es, sur des objectif précis.

- En osant débattre de nos différences sur le nucléaire, la croissance, la reconversion écologique, la taxe carbone, les nouvelles formes de luttes issues de la désobéissance civile, le revenu garanti, le protectionnisme et les normes sociales et environnementales à imposer, sans préalables, mais avec la volonté de trouver des solutions nouvelles et adaptées à la crise du productivisme et de l'État providence. Nous devons nous saisir de ces perspectives pour en finir avec la culture productiviste.

-En rendant accessibles et en popularisant des outils pour promouvoir l'éco-syndicalisme, comme les diagnostics d'impact environnemental et des outils de formation (modules, podcasts, stages...), à la réalisation desquels seront associé.es des travailleurs·ses de l'éducation populaire, de l'éducation nationale, des associations de défense de l'environnement, du mouvement coopératif et mutualiste.....

Proposition est faite de diffuser largement cet appel pour signature (d'individus, de structures), en vue de tenir la première réunion de mise en place de ce réseau, le 13/11/21 à 11 h, 8 imp. Cozattier 75012 PARIS qui fixera collectivement et consensuellement les objectifs et les modalités de fonctionnement.

Envoyer signature individuelle (nom, prénom, engagement(s) syndical, associatif, département, mail) ou de structures, à l'adresse: eco-syndicalistes@riseup.net ou réseau éco-syndicaliste, EDMP, 8 impasse Crozattier 75012 PARIS.

Premier.es signataires :

Gabriel Amieux, membre du Conseil Syndical d'ASSO-Solidaires
Ségolène Amiot, CGT Nantes
Ludivine Bantigny, SNES ; Se fédérer
Ali Chaligui Délégué CGT TAIS-Veolia
Serge Da Silva, Brest ; élu Emancipation à la CA nationale du SNES
Stéphane Daubilly, CGT Education 93
Quentin Dauphiné, Var ; élu Emancipation au bureau national de la FSU
Jean-Luc Debard, Militant associatif pour le climat et contre la centrale biomasse de Gardanne (13)
Gérard Delahaye, C. Exécutive CGT PP Intérieur
Sylvain Dequivre, Sud Protection sociale 93
Véronique Dubarry - Sud Centrale Solidaires (Ministère de l'économie)
Patrick Farbiaz, UNIRS Solidaires Paris
Jean Fauché UL CGT Castres (81), retraité
Marius Faure-Brac, membre de SUD Recherche EPST Lyon
Yves Frémion auteur, ancien président du Syndicat des écrivains de langue française
Raymond Jousmet, SNES ; Directeur gérant de l'Emancipation syndicale et pédagogique
Andy Kerbrat - CGT Banque Assurance - Nantes -

Marjorie Keters, SNES
Daniel Lartichaux-Ullmann, SNES(95) ; Emancipation ; UJFP,
Stéphane Lavignotte, Solidaires ASSO
Julien Le Gallo, Émancipation tendance intersyndicale, SNES-FSU 93,
Renaud Mandel Délégué syndical CGT Croix-Rouge (Fédération santé action sociale)
Gilles Martinet, SNESUP- FSU / Université Ouverte Paris
Frank Mintz, retraité, historien, syndicaliste CNT-SO
Thibaud Noel CGT scaat
Claudia Nunez, CGT Education 93
Christine Poupin, retraitée ; CGT / FNIC (fédération nationale des industries chimiques) ex-secrétaire de CHSCT
Karine Prévot, Nantes , élue Emancipation à la CA nationale du SNES
Boualem Snaoui, CGT 95
Christian Sunt, ex SNUPFEN/ Solidaires (ONF) ; ex SUD Rural (forêt) ; fondateur SOS forêt Cévennes
Jérôme Teillary, CGT cheminots, AMAP, Épicerie participative écologie sociale et solidaire
Christophe Terras, syndicaliste Sud Education (83)
Olivier Vinay, 93, élu Emancipation au bureau national de la FSU

